



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Abandon par l'État de l'entreprise Verney-Carron

Question écrite n° 5353

Texte de la question

M. Thibaut Monnier appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'abandon par l'État de l'entreprise Verney-Carron, fleuron de l'armurerie française. Pour le prix d'un seul canon Caesar, l'État est sur le point d'abandonner l'un des derniers fleurons de l'armurerie française. Bien connue des chasseurs et des militaires, l'entreprise Verney-Carron, fondée en 1820 à Saint-Étienne, est le plus ancien fabricant français d'armes de petit calibre destinées à la sécurité et à la défense. Longtemps spécialisée dans les armes de chasse, l'entreprise familiale bicentenaire produit et commercialise également le lanceur de balles de défense (LBD) utilisée par les forces de sécurité intérieure (FSI). À l'heure où le Président de la République annonce que « des financements communs massifs seront décidés pour acheter et produire sur le sol européen des munitions, des chars, des armes et des équipements parmi les plus innovants », comment accepter que l'État abandonne un fleuron de l'industrie d'armement, garant de la souveraineté militaire de la France ? C'est pourtant ce qui est en train d'advenir suite au refus incompréhensible du ministère de l'économie et des finances de lui accorder un prêt de 4,5 millions d'euros via le Fonds pour le développement économique et social (FDES), octroyé par l'État à des entreprises pour accompagner leur restructuration financière et commerciale. Sans cette aide de l'État, Verney-Carron ne peut soutenir une stratégie industrielle à long terme, dans le prolongement de son héritage séculaire. Déjà affecté par une désindustrialisation conséquente, le bassin de Saint-Étienne ne méritait pas un tel abandon. Ce sont plus de 100 familles qui vont être impactées par cette décision de fermeture. Labellisée Entreprise du patrimoine vivant (EPV), Verney-Carron emploie plus de 70 salariés, qui sont déjà en chômage partiel depuis la fin d'année dernière. La France a déjà perdu l'entreprise Manhurin vendue aux Émirats Arabes Unis, il est temps de mettre un terme à cette hémorragie mortifère pour les emplois et la capacité de défense du pays. Il lui demande s'il peut empêcher la fermeture de cette entreprise et ordonner à Bercy d'accorder le prêt nécessaire à son sauvetage.

Données clés

Auteur : [M. Thibaut Monnier](#)

Circonscription : Drôme (4^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5353

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : [Premier ministre](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 mars 2025](#), page 1939